



Mairie de Combs-la-Ville
Esplanade Charles de Gaulle
B.P. 116 - 77 385 Combs-la-Ville Cedex
Tel. : 01 64 13.16.00
www.combs-la-ville.fr

A R R E T E n° 2024 / 23 - A

ARRETE PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE TRAVAUX URGENTS ET D'ENTRETIEN DE L'ECLAIRAGE ET DES FEUX TRICOLORES EN AGGLOMERATION ET PARCS D'ACTIVITES ENTREPRISE EIFFAGE

LE MAIRE,

- VU Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3
- VU le Code de la Route et notamment ses articles R 417-10, R 417-11, L 325-1 et suivants
- VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée
- VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5
- VU l'arrêté 2007-74 A du 6 mars 2007, fixant les limites de l'agglomération de la Commune,
- VU l'arrêté municipal 2016/385 A relatif au stationnement abusif
- VU l'arrêté n° 2019 /575 A relatif aux nuisances sonores :

CONSIDERANT la demande de la société EIFFAGE Energie Systèmes dans le cadre de travaux urgents et de maintenance sur la signalisation lumineuse tricolore.

CONSIDERANT qu'il importe de réglementer la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité publique dans les parcs d'activités de l'Ormeau, de Paris Sud, et des Portes de Sénart, et en agglomération pendant les travaux urgents et d'entretien d'éclairage et de feux tricolores effectués par l'entreprise **EIFFAGE Energie Systèmes – 14-16 rue Gustave Eiffel – 91100 CORBEIL-ESSONNES**, et à la demande de Grand Paris Sud.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté permanent, relatif aux travaux urgents et d'entretien, porte réglementation temporaire de circulation ou de stationnement sur les voies du domaine public dans les diverses rues de la commune de Combs-la-Ville et est applicable du **lundi**

1^{er} janvier 2024 au mardi 31 décembre 2024.

Il sera affiché aux endroits réservés à cet effet.

- ARTICLE 2 :** Pour permettre l'exécution des travaux urgents et d'entretien de l'éclairage et des feux tricolores, l'entreprise **EIFFAGE** prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers et signaler, de jour comme de nuit, tout empiètement sur la chaussée par l'apposition de plots, barrières, balisages disposés aux endroits convenables.
- ARTICLE 3 :** La signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise susvisée.
Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1,20 m minimum de large, jalonné de barrière métallique.
Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite.
L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence de quelque obstacle qui soit.
- ARTICLE 4 :** La signalisation temporaire devra être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine volume 3 suivant les schémas n°: 4.02, 4.04, 4.05, 4.06, 4.07, 4.16, 6.01.
- ARTICLE 5 :** L'entreprise susvisée devra prendre des précautions pour éviter, dans toute la mesure du possible de salir les abords du chantier en cause ainsi que les chaussées empruntées éventuellement par ses transports de terre ou de matériaux. Les véhicules devront être chargés correctement pour ne pas perdre en cours de route une partie de leur contenu. L'entreprise procédera à des nettoyages périodiques, voire journaliers, des abords et chaussées intéressés.
- ARTICLE 6 :** En cas d'incident à cause des travaux, la commune ou l'entreprise devra prendre toutes les mesures utiles pour interrompre l'opération en cours de façon à rétablir la circulation automobile au plus vite.
- ARTICLE 7 :** Les véhicules en infraction seront verbalisés conformément aux textes en vigueur et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leur propriétaire.
- ARTICLE 8 :** Monsieur Le Commissaire central de la Circonscription d'Agglomération de Melun Val de Seine,
Monsieur Le Chef de Service de Police Municipale,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 9 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.



Fait à Combs-la-Ville, le
Le Maire

Guy GEOFFROY

09 janvier 2024